



## Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

### Semaine du 12 février 2024

#### EN RÉSUMÉ

Au cours de cette semaine, l'actualité dans le domaine de la santé a été marquée par plusieurs sujets majeurs, parmi lesquels figurent :

- **L'avenir de la fin de vie en France**, avec l'élaboration d'une nouvelle loi qui pourrait créer une possibilité non couverte par la loi actuelle.
- **L'accès à l'IVG**, avec un débat intense au Sénat sur le projet de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution.
- **La lutte contre les pénuries de médicaments**, avec l'examen d'une proposition de loi à l'Assemblée nationale.
- **La santé des femmes au travail**, avec la proposition d'une loi pour améliorer la prise en charge de la dysménorrhée.
- **La refondation du système de santé**, avec la confirmation de la généralisation des conseils nationaux de refondation et le lancement d'un conseil national sur la santé mentale.

#### Nominations

**Mme Paule KUJAS**, inspectrice générale des affaires sociales, ancienne collaboratrice de Mme Marisol TOURAINE au ministère des Affaires sociales et de la Santé, a été nommée **directrice qualité partenariat patient de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)**.

**M. Cédric ARCOS**, directeur d'hôpital, ancien directeur général adjoint des services de la région Ile-de-France chargé des solidarités, de la sécurité et de la modernisation, ancien délégué général adjoint de la Fédération hospitalière de France, qui était jusqu'en janvier dernier, conseiller santé au cabinet de Mme Elisabeth BORNE à Matignon, devrait être nommé **directeur du cabinet de M. Frédéric VALLETOUX**, ministre délégué chargé de la Santé et de la Prévention.

**Mme Matylda BRZEZINSKA**, ancienne conseillère communication au cabinet de Mme Elisabeth BORNE à Matignon devrait rejoindre le cabinet de M. Frédéric VALLETOUX, ministre délégué de la Santé et de la Prévention.

**M. Maëlig LE BAYON**, qui était directeur du cabinet de Mme Fadila KHATTABI, au ministère délégué chargé des Personnes handicapées, devrait se voir confier la direction de son cabinet au ministère délégué chargé des Personnes âgées et des Personnes handicapées

**M. Guillaume PAPIN**, directeur de la communication et des affaires publiques de la FHF, devient **conseiller communication et presse au cabinet de Mme Catherine VAUTRIN**, ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités.

#### INFOS ET CHIFFRES CLÉS

**Sénat** : La commission des Affaires sociales a annoncé son programme : missions sur la financiarisation du système de santé, Ehpad, négociations salariales, cancers professionnels des sapeurs-pompiers, et un contrôle sur l'accès à l'IVG à partir de mars. La Mecss se concentrera sur la fiscalité comportementale en santé publique et les enjeux de la branche accidents du travail et maladies professionnelles. Les conclusions sont attendues avant la fin du premier semestre.

**Fin de vie** : La future législation sur la fin de vie en France s'orientera vers la création d'une possibilité non couverte par la loi actuelle. Les responsables religieux estiment avoir été écoutés lors d'une rencontre avec le président Macron. Ce dernier envisage un "possible" sans introduire de nouveau droit, privilégiant une approche française et prenant en compte des cas spécifiques. Les ultimes arbitrages sont attendus en février.

**AME** : Les Républicains réagissent à la censure de leurs amendements sur l'immigration en proposant un référendum d'initiative partagée (RIP), donnant aux citoyens une voix directe. La PPL axée sur la réforme des prestations sociales pour les étrangers (transformation de l'AME en AMU), est limitée à cinq points pour respecter les critères du RIP. Le défi majeur est la validation constitutionnelle et la persuasion de 5 millions d'électeurs en neuf mois.

**Lutte contre pénuries de médicaments** : La commission des Affaires sociales de l'AN examine une PPL contre les pénuries de médicaments, axée sur l'allongement des stocks industriels et des sanctions financières renforcées. La rapporteure, Valérie Rabault, souligne la nécessité de trouver des solutions unanimes. La discussion en séance publique est prévue le 29 février.

**IVG** : La commission des Lois du Sénat a débattu intensément du projet de loi constitutionnelle sur l'IVG. Eric Dupond-Moretti a souligné la nécessité de la réforme basée sur trois principes. Certains sénateurs ont contesté la réforme, arguant que la liberté de la femme est déjà garantie. Le débat se concentre sur la préservation de l'équilibre de la loi Veil. Dupond-Moretti cherche un consensus en commission et en séance publique, soulignant la pression sociale sur le sujet. Pas d'imposition de ligne politique par la majorité sénatoriale prévue le 28 février.

**Santé des femmes au travail**: La sénatrice Hélène Conway-Mouret propose une loi pour améliorer la santé des femmes au travail, en réponse à une enquête montrant que près de la moitié des femmes souffrent de dysménorrhée. Elle sera examinée le 15 avril par le Sénat.

**CNR** : Emmanuel Macron a confirmé la généralisation des conseils nationaux de refondation pour l'école et la santé au niveau territorial lors du Conseil des ministres. Il a annoncé le lancement d'un conseil national de refondation sur la santé mentale en mars.

**URPS** : La Cour des comptes a récemment formulé des observations et recommandations sur les Unions régionales des professionnels de santé mettant en avant plusieurs points à améliorer.